

Art. 10. — Les mesures disciplinaires applicables aux médecins inspecteurs régionaux de l'hygiène scolaire et universitaire sont les suivantes :

- 1° La réprimande ;
- 2° Le blâme avec inscription au dossier pouvant entraîner l'incapacité à l'avancement pendant une année ou la radiation d'office du tableau d'avancement ;
- 3° La rétrogradation d'une ou plusieurs classes ;
- 4° Le déplacement d'office par mesure disciplinaire ;
- 5° La mise à la retraite d'office ;
- 6° La révocation.

Art. 11. — La réprimande est prononcée par le ministre sur la proposition du directeur de l'hygiène scolaire et universitaire.

Art. 12. — Les autres peines sont prononcées par le ministre après avis du conseil de discipline ; les arrêtés prononçant ces peines sont motivés et visent l'avis du conseil.

Art. 13. — Le ministre, sur le rapport du directeur de l'hygiène scolaire et universitaire décide l'envoi du fonctionnaire devant le conseil de discipline et désigne parmi les membres de ce conseil un rapporteur. Celui-ci donne à l'intéressé communication du dossier de l'affaire, entend ses explications et reçoit de lui les pièces qu'il peut avoir à présenter pour sa défense ; le fonctionnaire désigne les personnes qu'il demande à faire entendre sur les faits qui lui sont reprochés. Il peut se faire assister d'un défenseur ; si son défenseur n'est pas pris parmi les avocats inscrits au barreau, la désignation en est soumise à l'avis du président et du conseil de discipline. Lorsque le rapporteur a

terminé son enquête, il en consigne les résultats dans un rapport qu'il adresse au président.

Le fonctionnaire est cité à comparaître quinze jours au moins avant la réunion du conseil ; la citation qui est faite par lettre recommandée, lui fait connaître que son dossier est tenu, sans déplacement de pièces, à sa disposition ou à celle de son défenseur.

Le conseil de discipline auquel est adjoint un représentant élu par les médecins inspecteurs régionaux d'hygiène scolaire et universitaire conformément à l'article 2 du titre 1<sup>er</sup> ci-dessus, doit compter quatre membres présents au minimum. Le conseil entend successivement la lecture du rapport, des pièces d'instruction et les personnes appelées, soit d'office par le président, soit à la demande de l'intéressé, ainsi que l'intéressé lui-même, et éventuellement son défenseur.

Le conseil délibère et vote au scrutin secret. En cas de partage l'avis le plus favorable à l'intéressé est adopté. Le procès-verbal de la séance dans laquelle le fonctionnaire a comparu, sa défense écrite s'il en a fait une, ainsi que toutes les pièces de la procédure accompagnant le rapport, sont soumis par le conseil au ministre qui statue. Si l'intéressé ne se présente pas aux diverses consultations et ne fait valoir aucune excuse légitime, il est passé outre.

Art. 14. — Le fonctionnaire pouvant encourir une des peines disciplinaires prévues à l'article 12 reçoit de l'administration avis qu'il peut prendre dans le délai qui lui sera imparti communication personnelle de son dossier, conformément à l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 15. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 1946.

FELIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,  
M.-E. NAEGLÉN.

Le ministre de la santé publique  
et de la population,  
R. PRIENT.

Décret n° 46-413 du 12 mars 1946 portant fixation des traitements et des classes du personnel d'inspection de l'éducation physique et des sports.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,  
Vu la loi du 2 novembre 1935 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires ;

Vu le décret valide du 3 février 1944 relatif à la classification des fonctionnaires des services extérieurs du commissariat général à l'éducation générale et aux sports dans les échelles de traitements prévus par la loi du 3 août 1943,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les traitements et les classes du personnel d'inspection de l'éducation physique et des sports sont fixés comme suit :

GRADES	ECHELLES	CLASSES	TRAITEMENTS francs.
Inspecteurs généraux de l'éducation physique et des sports.....	26 bis.	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe.	315.000 » 270.000 » 225.000 »
Inspecteurs généraux des services administratifs de l'éducation physique et des sports.....	25	Classe unique.	251.000 »
Inspecteurs principaux de l'éducation physique et des sports (Seine et Seine-et-Oise).....	21 a	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	210.000 » 186.000 » 162.000 » 138.000 » 120.000 » 102.000 »
Inspecteurs principaux de l'éducation physique et des sports (départements).....	a) Agrégés..... b) Non agrégés.....	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	210.000 » 186.000 » 162.000 » 138.000 » 120.000 » 102.000 »
Inspecteurs de l'éducation physique et des sports.....	a) Seine et Seine-et-Oise..... b) Départements.....	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	168.000 » 153.000 » 138.000 » 126.000 » 114.000 » 102.000 »
		1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	180.000 » 168.000 » 156.000 » 141.000 » 123.000 » 102.000 »
		1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	156.000 » 141.000 » 126.000 » 114.000 » 102.000 » 90.000 »

Art. 2. — Les inspecteurs principaux et les inspecteurs de l'éducation physique et des sports en fonction avant la date de publication du présent décret, y compris les inspecteurs auxiliaires qui seront intégrés dans les cadres, bénéficieront à titre personnel des traitements et classes fixés comme suit :

GRADES	ECHELLES	CLASSES	TRAITEMENTS
			francs.
Inspecteurs principaux de l'éducation physique et des sports.....	25	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe.	270.000 » 255.000 » 240.000 » 225.000 »
Inspecteurs de l'éducation physique et des sports (Seine et Seine-et-Oise).....	24 a	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	210.000 » 186.000 » 162.000 » 138.000 » 120.000 » 102.000 »
Inspecteurs de l'éducation physique et des sports (départements).....	23 c	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	168.000 » 156.000 » 144.000 » 132.000 » 126.000 » 114.000 »

Art. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage ou accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés ci-dessus, que dans les conditions et limites fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 4. — Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois relatives aux bonifications d'ancienneté pour services militaires, la répartition des fonctionnaires entre les différentes classes doit être telle que la dépense totale pour l'ensemble du personnel ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945.

Fait à Paris, le 12 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,  
M.-E. NAGELLEN.

Le ministre des finances,  
A. PHILIP.

Décret n° 46-414 du 12 mars 1946 portant création de cadres complémentaires de bureau et de service au ministère de l'éducation nationale.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu l'ordonnance du 21 mai 1945 relative à la titularisation des employés auxiliaires temporaires de l'Etat ;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre de l'éducation nationale,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un cadre complémentaire de bureau dans chacun des ser-

vices du ministère de l'éducation nationale désignés ci-après :

Administration centrale.

Administration académique (Inspection académique, inspection de l'enseignement technique et de l'apprentissage, inspection des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire, inspection de l'hygiène scolaire).

Grands établissements d'enseignement supérieur.

Université de Paris et facultés (services divers) et universités des départements.

Conservatoire national des arts et métiers.

Etablissements d'enseignement technique et professionnel.

Centres éducatifs.

Inspection de l'éducation physique et des sports.

Ecoles nationales de sports et écoles et centres d'éducation physique et sportive scolaire et post-scolaire.

Institut national de France.

Académie de France à Rome.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts et école nationale supérieure des arts décoratifs.

Ecoles nationales d'art des départements.

Dépôt des œuvres d'art de l'Etat.

Administration générale du mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais.

Manufacture nationale de Sèvres.

Musées de France et école du Louvre.

Conservatoire national de musique et d'art dramatique.

Réunion des bibliothèques nationales de Paris.

Bibliothèques de l'Institut de France et bibliothèque Mazarine.

Bibliothèques des universités de Paris et des départements (agents des universités).

Centrales régionales et départementales de la lecture publique.

Archives nationales et départementales.

Services extérieurs de l'architecture et service des eaux de Versailles, Marly et Saint-Cloud.

Centre national de la recherche scientifique.

Art. 2. — Il est créé un cadre complémentaire de service dans chacun des services du ministère de l'éducation nationale désignés ci-après :

Administration centrale.

Administration académique (Inspection académique, inspection de l'enseignement technique et de l'apprentissage, inspection

des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire).

Grands établissements d'enseignement supérieur.

Université de Paris et facultés (services divers) et universités des départements.

Conservatoire national des arts et métiers.

Etablissements de l'enseignement technique et professionnel.

Centres éducatifs.

Inspection de l'éducation physique et des sports.

Ecoles nationales de sports et écoles et centres d'éducation physique et sportive scolaire et post-scolaire.

Institut national de France.

Académie de France à Rome.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts et école nationale supérieure des arts décoratifs.

Ecoles nationales d'art des départements.

Dépôt des œuvres d'art de l'Etat.

Administration générale du mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais.

Manufacture nationale de Sèvres.

Musées de France et école du Louvre.

Réunion des bibliothèques nationales de Paris.

Bibliothèque de l'Institut de France et bibliothèque Mazarine.

Bibliothèques des universités de Paris et des départements (agents des universités).

Centrales régionales et départementales de la lecture publique.

Archives nationales et départementales.

Services extérieurs de l'architecture et service des eaux de Versailles, Marly et Saint-Cloud.

Centre national de la recherche scientifique.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1945.

Fait à Paris, le 12 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,  
M.-E. NAGELLEN.

Le ministre des finances,  
A. PHILIP.